dire aujourd'hui si le comité mixte canado-américain créé au printemps dernier pour envisager un contrôle conjoint de l'itinéraire des pétroliers s'est réellement réuni et, dans l'affirmative, ce comité a-t-il présenté un rapport aux gouvernements canadien et américain?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur, je ne peux pas répondre à cela. J'ai pris note de la question l'autre jour et j'en ai parlé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures ainsi qu'au ministre de l'Environnement pour voir qui pourrait y répondre.

M. Fraser: Je remercie le très honorable premier ministre de sa réponse et repose la même question au ministre de l'Environnement. J'aimerais signaler que voilà trois semaines que l'on pose cette question.

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, je dois rencontrer très prochainement M. Russell Train, conseiller présidentiel américain sur l'environnement, pour discuter de la ligne de pétroliers sur la côte ouest et de questions connexes.

M. Fraser: Monsieur l'Orateur, c'est le troisième vendredi que la question est soulevée, et cela pourrait devenir un événement hebdomadaire. C'est le comité le plus insaisissable que j'aie jamais connu. Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Peut-il indiquer à la Chambre si le gouvernement envoie un représentant pour accompagner le premier ministre de la Colombie-Britannique afin de signifier l'appui du gouvernement fédéral à l'opposition de cette province à l'itinéraire des pétroliers?

M. Trudeau: Nous avons offert au premier ministre de la Colombie-Britannique d'arranger sa visite à Washington et de l'accompagner à son entrevue avec les hauts fonctionnaires américains. Je crois que nous avons l'habitude de nous assurer que notre ambassadeur ou un haut fonctionnaire assiste à une telle entrevue. Puis-je rappeler au député que son intervention tardive à ce propos ne surprend pas le gouvernement. En maintes occasions, nous avons formulé des instances au gouvernement américain à tous les niveaux. J'ai déclaré à la Chambre que j'avais discuté la question avec le président Nixon lui-même. Bien entendu, le député sait que le chef libéral en Colombie-Britannique est l'auteur de la tournure très heureuse des événements dans ce domaine.

Des voix: Bravo!

M. Fraser: Monsieur l'Orateur, puis-je signaler en toute déférence que peu m'importe d'attendre trois semaines pour obtenir une réponse, mais je ne crois pas mériter une semonce.

Des voix: Oh, oh!

M. Fraser: J'ai une question supplémentaire pour le très honorable premier ministre. Comme le gouvernement a déclaré son opposition à l'itinéraire des pétroliers et que pourtant il a constitué un comité mixte chargé d'étudier le contrôle international, le premier ministre peut-il esquisser à la Chambre la politique actuelle du gouvernement sur l'itinéraire des pétroliers, et s'il s'agit d'une opposition, quelle autre option le gouvernement a-t-il discutée avec les États-Unis?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, quant à la question de politique, je pense que nous en avons discuté à la Chambre en réponse à différentes questions. Je rappellerai simplement au député que j'ai dit il y a deux ou trois

semaines, je crois, en réponse à cette question, que j'en avais discuté avec le président. Je lui avais suggéré de soumettre l'affaire à la Commission mixte internationale. Le président a préféré la renvoyer à un comité spécial différent. C'est ce comité spécial que j'ai évoqué. J'ignore quelle a été la fréquence de ses réunions ou s'il s'est même réuni. Je sais cependant que cette affaire a été suivie par le ministre de l'Industrie et du Commerce entre les deux gouvernements et que le ministre de l'Environnement a à nouveau répété qu'il se propose de rencontrer son homologue américain.

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence va passer la parole au chef de l'opposition pour une question supplémentaire. La fin de la période des questions approche rapidement et tous les sujets soulevés ont fait l'objet d'un grand nombre de questions supplémentaires. C'est l'origine des difficultés que nous rencontrons au cours de la période des questions.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le premier ministre qui fait suite à ses réponses. Après que le gouvernement ait assuré à la Chambre qu'un comité spécial composé de représentants des deux pays serait créé pour étudier cette question, n'est-il pas exact que le gouvernement n'a absolument rien fait à cet égard depuis lors?

* * *

LA SITUATION DE LA FEMME

LA MISE EN APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION—L'ÉVENTUALITÉ DE RETARDS IMPUTABLES À LA CRÉATION D'UN COMITÉ CONSULTATIF

M. Stuart Leggat (New Westminster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail et est motivée par la nouvelle selon laquelle il a l'intention de créer un comité consultatif chargé d'étudier la mise en application des recommandations de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme. Le gouvernement a-t-il actuellement l'intention de différer cette mise en application ou la présentation d'une mesure législative jusqu'à ce qu'il ait reçu le rapport de ce comité?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, nombre de ces recommandations ont déjà été mises en application et beaucoup sont sur le point de l'être; l'objet du comité consultatif est simplement d'aider le gouvernement à agir judicieusement à l'égard d'autres recommandations dont on ne s'est pas encore occupé. Il est créé pour aider. Je voudrais cependant signaler au député qu'à la fin de l'an dernier on a déposé à la Chambre un rapport indiquant le nombre de ces recommandations auxquelles nous avons donné suite, et je lui en transmettrai volontiers un exemplaire.

• (1200)

LES SALAIRES DES FEMMES—LES MESURES ENVISAGÉES POUR ASSURER L'ÉGALITÉ

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Quelles mesures prend-t-il pour corriger une situation récemment signalée dans une publication ministérielle, et selon laquelle il y a 3 millions de femmes au Canada qui touchent un traitement